Termes de référence - Appui à la formulation de projets

Mesures d'accompagnement des corridors Global Gateway

1. Informations générales

Intitulé de la mission	Appui à la formulation et au montage du projet des corridors Global Gateway
Pays de la mission	Les activités se feront à distance, prévoir des réunions en présentiel à Paris et à Bruxelles pour la phase I, nombreuses missions en Afrique à prévoir pour la phase II
Durée de la mission	Phase 1 : 15 jours d'expertise perlée pendant la période janvier-mars 2024 Phase 2 : 50-60 jours d'expertise d'avril à décembre 2024

2. Contexte et contenu du projet d'assistance technique

Le **pôle des Politiques Economiques et Commerciales (PEC)**, au sein du département Economie Durable et Inclusive (EDI), porte les thématiques suivantes :

- Facilitation des affaires, commerce et appui à l'export
- Intégration économique régionale
- Banques Publiques de développement
- Investissements et PPP

Composé à ce jour de cinq (5) chargés de projet, 1 assistant de projets, et une (1) chargée de projets administrative et financière, le pôle PEC a un portefeuille de 12 projets en cours et environ une dizaine de projets en développement.

Lancée fin 2021, la stratégie européenne **Global Gateway** est une initiative de la Commission européenne. Mise en œuvre en équipe Europe, son objectif est de contribuer au développement des pays partenaires, en mobilisant le secteur privé et en y accélérant les transitions numérique, énergétique et écologique. Plus précisément, cette stratégie se concentre sur cinq secteurs prioritaires : le numérique, le climat et l'énergie, les transports, la santé, l'éducation et la recherche. Le Global Gateway se veut être une offre positive européenne pour les investissements en infrastructures, en alternative à l'offre chinoise des routes de la soie. Pour l'Union européenne, le Global Gateway est synonyme d'investissements durables reposant sur les principes européens de valeurs démocratiques et de standards élevés, de bonne gouvernance et de transparence, de partenariats équilibrés, pour une stratégie verte et propre1.

L'initiative Global Gateway prévoit d'investir 300 milliards d'euros d'ici 2027, dont 150 milliards en Afrique, dans le financement d'infrastructures soutenables et de qualité, en respectant les normes sociales, environnementales et de bonne gouvernance de l'Union européenne.

Concernant les **transports**, l'ambition d'ici 2030 est d'intégrer les réseaux de transport multimodaux africains et européens conformément aux cadres régionaux et continentaux et adapter ces réseaux au potentiel économique de la zone de libre-échange continentale africaine. Les corridors stratégiques

1 *https://magellan.expertisefrance.fr/toutes-les-actualites/decryptage-le-global-gateway*

UE-Afrique créeront des corridors de transport stratégiques, durables et sûrs et soutiendront les chaînes de valeur, les services et les emplois qui bénéficieront aux industries tant en Afrique qu'en Europe.

Les **corridors stratégiques** sont des couloirs géographiques d'activités socio-économiques reliés par des réseaux d'infrastructures de communication et de transport connectés à de grands ports maritimes facilitant une mobilité des biens et des personnes. Ils doivent permettre un développement efficace des échanges commerciaux durables et résilients entre les pays africains d'une part, puis entre l'Afrique et le monde d'autre part. Ils doivent contribuer à la dé-carbonisation, à la digitalisation, au développement des chaines des valeurs par le désenclavement des zones de production minière et agro-industrielle. Ils doivent concourir à la préservation de la biodiversité et à l'organisation territoriale et spatiale du milieu urbain, péri-urbain et rural par l'amélioration d'une mobilité durable.

Onze corridors stratégiques alignés sur le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA PAP 2) ont été identifiés pour une connectivité UE-Afrique améliorée et plus verte2. Ces corridors faciliteront le commerce et la mobilité en Afrique ainsi qu'entre l'Afrique et l'Europe. Ils soutiendront également les investissements dans une connectivité durable, efficace et sûre entre les continents, développant ainsi des chaînes de valeur qui profiteront aux industries tant en Afrique qu'en Europe. Ces corridors sont :

<u>Afrique de l'Ouest</u>

- Abidjan-Lagos: Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Benin, Nigeria
- Abidjan-Ouagadougou: Côte d'Ivoire, Burkina Faso
- Praia / Dakar-Abidjan: Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Cabo Verde
- Cotonou-Niamey: Benin, Niger

<u>Afrique Centrale</u>

- Libreville / Kribi / Douala-N'Djamena: Gabon, Guinée Equatoriale, Cameroun, Chad, São Tomé and Príncipe.
- Douala / Kribi-Kampala: Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Ouganda

<u>Afrique de l'Est</u>

- Mombasa-Kisangani: Kenya, Uganda, Rwanda, Democratic République du Congo.
- Dar es Salaam - Nairobi – Addis Abeba – Berbera - Djibouti.

<u>Afrique australe</u>

- Maputo-Gaborone-Walvis Bay: Mozambique, Afrique du Sud, Eswatini, Botswana, Namibie
- Durban-Lusaka: Afrique du Sud, Botswana, Zimbabwe, Zambie

<u>Afrique du Nord et de l'Est</u>

- Le Caire-Khartoum-Juba-Kampala: Egypte, Soudan, Soudan du Sud, Ouganda

2 Elaboration du Plan d'action prioritaire 2021-2030 pour le Programme de l'UA pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), L'Approche du Corridor Intégré - "Un cadre holistique de planification de l'infrastructure pour établir le PIDA-PAP 2 ", Africain Union, January 13, 2020. https://pp2.au-pida.org/wp-content/uploads/2020/04/Francais-PIDA-PAP-2-Rapport-analytique-Approche-du-Corridor-Integre-AUC.pdf

Le **Plan d'action annuel régional (PAA) 2023-2025 en faveur de l'Afrique sub-saharienne** comprend 30 actions réparties dans les 6 priorités du PIM régional, pour un montant total de 1 317.5 M EUR. L'action 23 de ce plan d'action porte sur la **facilitation du commerce et des transports, avec des mesures en faveur des corridors stratégiques en Afrique** pour un montant total de 315M€ : Afrique de l'Ouest (117 MEUR) ; Afrique de l'Est et Centrale (142 MEUR) ; Afrique du Sud (56 MEUR).

Les objectifs spécifiques de cette action 23 sont les suivants :

1. Rendre les systèmes de transport sur les corridors stratégiques sélectionnés plus efficaces, plus écologiques et plus sûrs, et les infrastructures physiques plus efficaces, plus écologiques et plus sûres, ainsi qu'améliorer la circulation physique des biens et des personnes ;

2. Stimuler les échanges et les capacités commerciales le long des corridors stratégiques par la mise en œuvre complète d'accords commerciaux et de mesures économiques, l'amélioration des procédures douanières et la facilitation du transit ;

3. Renforcer la planification, la gestion et l'entretien des actifs des corridors ;

4. Faciliter le commerce transfrontalier à petite échelle sur les marchés et dans les régions transfrontalières, l'accent étant mis sur les femmes commerçantes.

Les modalités d'intervention pré-identifiées dans le document d'action sont la gestion directe (subvention et marché public – 85 M EUR) et la gestion indirecte (230 MEUR) sans qu'une entité ait été pré-identifiée à ce stade.

Expertise France souhaite se positionner comme opérateur en mobilisant une partie de l'enveloppe allouée à la gestion indirecte (230 M EUR).

3. Appui attendu

Compte tenu des capacités limitées du pôle, et afin de pouvoir répondre à cette opportunité de développement, nous souhaitons mobiliser un.e consultant.e externe afin d'appuyer la formulation et le montage de ce projet. Cet appui se ferait en deux phases :

- Phase 1 : phase de réflexion au positionnement d'Expertise France, discussions en format groupe AFD, revue documentaire (15 jours d'expertise perlée pendant la période janvier-mars 2024 + quelques missions)

- Phase 2 : formulation du projet identifié, montage du consortium, si besoin mise en place d'une équipe projet pour le développement (50-60 jours d'expertise d'avril à décembre 2024 + nombreuses missions)

Les tâches du consultant seraient les suivantes :

<u>Phase 1 : phase de réflexion</u>

- Revue documentaire
- Organisation et participation aux réunions du groupe de travail en format groupe AFD
- Réunions avec INTPA
- Premiers échanges préliminaires avec (liste non exhaustive) :
    - des opérateurs (ENABEL, GIZ)
    - des partenaires potentiels (TMA, ITC)
    - d'autres bailleurs (BAD, BEI)
- Rédaction des documents suivants en français et en anglais :
    - Note de concept sur les corridors Global Gateway– Word et PPT
    - Stratégie d'EF pour les projets de corridor – Word et PPT
- Animation d'une communauté sur la Ruche et d'un espace de travail sur Wimi
- Préparation de la phase II (budget, organisation des missions etc)

Phase 2 : formulation du projet identifié et mise en place du consortium

- Mise en place des schémas de montage (consortium) par corridor, animation du consortium si besoin,
- Mise en place d'une équipe projet si nécessaire
- Formulation des projets
- Organisation et participation aux réunions du groupe de travail en format groupe AFD
- Réunions avec INTPA, les partenaires potentiels, les bailleurs etc.
- Contribution aux comités internes d'EF (PPT (un modèle sera fourni) pour les CODEV, COMEX, CA, Comité des contrats)
- Rédaction des documents suivants en français et en anglais :
    - Offre technique avec les modalités de mise en œuvre (un modèle sera fourni) – Word et PPT (synthèse)
    - Cadre logique complet (avec une TdC) et plan de suivi-evaluation - Excel
    - Offre financière (élaboration du budget incl. les composantes techniques et ressources humaines) - Excel
    - Pré-Identification des ressources nécessaires (partenaires, experts, prestataires...) ; - Word
    - Organigramme de l'équipe projet
    - Tout autre document pertinent
- Animation d'une communauté sur la Ruche et d'un espace de travail sur Wimi

4. Profil souhaité

- Diplômé(e) d'un master en droit public, marché public, économie, finances ou équivalent
- Minimum 5 ans d'expérience professionnelle dans la gestion des projets de développement, le développement du secteur privé, l'intégration régionale ;
- Expérience avérée dans la formulation et la rédaction d'offres de service ou d'offres techniques de projets internationaux (un exemple de rapport sera demandé)
- Expérience dans la gestion d'un projet de développement d'un corridor
- Expérience de terrain dans un pays en développement ;
- Bonne connaissance des acteurs clés et enjeux de la coopération internationale et de l'aide au développement
- Sens du relationnel
- Autonomie et capacité d'organisation des tâches sous forte contrainte temporelle
- Aisance rédactionnelle en anglais et en français

5. Planning indicatif

	Délai	**Nombre de jours d'expertise (estimation)**
Kick-off	T + 1 jour	1
Revue documentaire	T + 5 jours	2
Organisation et participation aux réunions du groupe de travail en format groupe AFD	T+1 mois	2
Réunions avec INTPA (missions d'une journée à Bruxelles)	T+1 mois	2
Premiers échanges préliminaires avec d'autres opérateurs, partenaires potentiels, bailleurs.	T+2 mois	1
Rédaction des documents	T+2 mois	4
Animation d'une communauté sur la Ruche* et d'un espace de travail sur Wimi*	T+3 mois	1 (perlé sur 3 mois)
Préparation de la phase II	T+3 mois (fin mars 2024)	2

** logiciels internes groupe AFD et EF*

T = Date de début du contrat

6. Budget

Phase 1

- 15 jours d'expertise
- Frais de voyages (2 missions d'une journée à Bruxelles pour 3 personnes) : train et frais de mission

Le budget de la phase II sera calculé ultérieurement.